

Code AIOT : 0055603724

VANNES, le 09/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SALAISONS CELTIQUES**

PARC ACTIVITES TREHONIN  
56300 LE SOURN

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement SALAISONS CELTIQUES implanté PARC ACTIVITES TREHONIN 56300 LE SOURN. L'inspection a été annoncée le 25/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plainte d'une association de protection de l'environnement concernant le colmatage d'une canalisation d'évacuation d'eaux usées par des matières grasses venant du site de Salaisons Celtiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SALAISONS CELTIQUES
- PARC ACTIVITES TREHONIN 56300 LE SOURN
- Code AIOT : 0055603724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Etablissement produisant de la salaisonnerie, de la charcuterie

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Contrôle station de pré-traitement

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Etablissement bien tenu, mais présentant quelques non conformités

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	station de pré-traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 436	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	protection des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 7,5,7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	station de pré-traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 433	/	Sans objet
2	station de pré-traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 434	/	Sans objet
4	eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 4311	/	Sans objet
6	forages	Arrêté Préfectoral du 21/08/2002, article 2,3	/	Sans objet
7	forages	Arrêté Préfectoral du 21/08/2002, article 2,4	/	Sans objet
8	protection des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 7,5,2	/	Sans objet
9	contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 7,2,3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Valeurs limites d'émission régulièrement dépassées concernant la température de l'effluent;  
Aire de déchargement du chlorure ferrique à proximité immédiate d'un regard d'eaux pluviales.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : station de pré-traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 433
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des ouvrages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).
<b>Constats :</b> Station de pré-traitement entretenue
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : station de pré-traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 434
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien et conduite des installations de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
<b>Constats :</b> Personnel présent; Registre des incidents présent conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : station de pré-traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 436
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, caractéristiques générales des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents rejetés doivent être exempts : de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux épurées dans le réseau d'assainissement public de PONTIVY COMMUNAUTE considéré, les conditions et valeurs limites en flux ci-dessous définies : Référence du rejet communal : STATION D'EPURATION DE SIGNAN PONTIVY COMMUNAUTE – LE BLAVET PARAMETRES VALEUR MAXIMALE Volume : 485m3/j et 50 m3/h Température: < 30 °c  FLUX CONCENTRATIONS Demande biochimique en oxygène (DBO5) : 760 kg/j 1600 mg/l Demande chimique en oxygène (DCO) : 1415 kg/j 3000 mg/l Matières en suspension (MES) : 370 kg/j 800 mg/l Azote total (NTK) : 57 kg/j 130 mg/l Phosphore Total (Pt) : 33 kg/j 70 mg/l Graisses : 230 kg/j 474 mg/l Chlorures (Cl-) : 415 kg/j 1000 mg/l
<b>Constats :</b> Effluents contrôlés régulièrement. Enregistrement des résultats réalisés. Au vu des résultats, respect global des valeurs limites d'émission : - notamment des matières grasses rejetées; - sauf concernant la température des effluents, et quelquefois au niveau du ph.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 4311
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :  pH compris entre 5,5 et 8,5 MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l Hydrocarbures : 10 mg/l.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : protection des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 7,5,7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, transport, chargement, déchargement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
<b>Constats :</b> Aire de déchargement du chlorure ferrique à proximité immédiate d'un regard d'eaux pluviales
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : forages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2002, article 2,3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des forages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> la protection de la tête de forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté béton d'environ 2 m de diamètre ou de coté en pente vers l'extérieur du forage avec un coffret scellé sur la dalle de propreté et muni d'un couvercle amovible fermé à clef. L'ensemble limitera et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : forages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2002, article 2,4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des forages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un périmètre clôturé existe autour de chaque ouvrage avec un accès contrôlé. Cette surface est entretenue, les eaux de ruissellement en seront détournées et évacuées par des caniveaux.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : protection des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 7,5,2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, présence de produits stockés sans dispositif de rétention. Stockages déplacés en cours d'inspection et dans la journée de l'inspection
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 7,2,3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, infrastructures et installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Contrôle des installations électrique réalisé en décembre 2021
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet